

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 4 mai 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la loi provinciale, la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, ainsi que la nouvelle loi communale", a donné le 10 mai 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 mei 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de provinciewet, de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, alsook de nieuwe gemeentewet", heeft op 10 mei 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis invoque l'application de l'article 84 des lois coordonnées pour le motif que :

"(la scission de la province de Brabant) impose que des mesures urgentes soient prises, notamment pour permettre à l'actuel conseil provincial de prendre toutes les mesures budgétaires nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier des deux nouvelles provinces".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

*

*

.../...

EXAMEN DU PROJET.Dispositif.Article 1er.

La phrase liminaire doit mentionner les modifications déjà subies par le texte que l'on tend à modifier à nouveau. On écrira donc :

"Article 1er. L'article 120, alinéa 8, de la loi provinciale du 30 avril 1836, modifiée par la loi du 27 mai 1975, ...".

Articles 1er et 2.

En permettant au gouverneur de résider dans un lieu de la province autre que le chef-lieu, lieu désigné par le Roi, de l'avis du conseil provincial, l'article 2 du projet tend, selon le délégué du ministre, à résoudre certaines difficultés rencontrées actuellement quant au respect effectif de l'article 126, alinéa 1er, actuel, de la loi provinciale. Cet assouplissement nécessite une modification de l'obligation de résidence à charge du greffier provincial, prévue par l'article 120, alinéa 8, de la loi provinciale : désormais, ce fonctionnaire ne serait tenu que de résider dans la province.

.../...

Ces modifications ne soulèvent pas d'objection quant à leur principe.

Il convient toutefois de relever que le projet ne tend pas à modifier l'article 5 bis de la loi provinciale, y inséré, à dater du 1er janvier 1995, par l'article 222 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, dont l'alinéa 4 précise que le commissaire du gouvernement fédéral, gouverneur adjoint de la province de Brabant flamand, "réside au chef-lieu de la province".

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle la disposition relative à la résidence du gouverneur adjoint n'a pas été modifiée, de sorte que ce dernier se verrait toujours obligé de résider au chef-lieu de la province, contrairement au gouverneur.

Article 3.

L'article 3 du projet tend à permettre au Roi de nommer les trois commissaires du gouvernement fédéral, gouverneurs des deux nouvelles provinces et gouverneur adjoint de la province de Brabant flamand, dès la conclusion de l'accord de coopération visé à l'article 92bis, § 4quater, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

S'il résulte de l'article 140septies, § 1er, alinéa 2, en projet, que le commissaire du gouvernement fédéral, gouverneur adjoint de la province de Brabant flamand, n'entre en fonction que le 1er janvier 1995, il

.../...

n'en va pas de même des gouverneurs des provinces de Brabant wallon et de Brabant flamand, dont l'article 140septies, § 2, en projet détermine les missions jusqu'au 31 décembre 1994.

Cette disposition s'avère inconciliable avec la disposition transitoire figurant au titre IX, VI, § 1er, de la Constitution, dont il résulte que les provinces de Brabant flamand et de Brabant wallon n'existeront qu'au 1er janvier 1995.

Si le législateur entend permettre au Roi de nommer dès à présent les deux personnes appelées à devenir gouverneur de chacune des deux nouvelles provinces, et leur confier l'exercice de certaines missions avant le 1er janvier 1995, il doit être clairement établi que ces personnes ne porteront le titre de gouverneur, respectivement, de la province de Brabant flamand et de la province de Brabant wallon, qu'à dater du 1er janvier 1995, et que les missions exercées antérieurement ne le seront qu'en une autre qualité, celle, par exemple, de commissaire du gouvernement fédéral, fonction "sui generis" créée spécialement pour cette période de transition s'achevant le 31 décembre 1994.

Dans cette perspective, et dans ces limites, il n'apparaît pas contraire à la disposition constitutionnelle précitée de charger les personnes ainsi nommées, de la préparation et du contrôle de l'exécution des opérations du transfert du personnel, des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers les deux nouvelles entités, comme tend à le faire l'article 140septies, § 2, 1º, en projet.

.../...

En revanche, l'article 140septies, § 2, 2°, en projet charge lesdits commissaires d'une mission relevant effectivement des attributions du gouverneur, celle de siéger au collège des gouverneurs de province prévu à l'article 131bis de la loi provinciale, en lieu et place du gouverneur et du vice-gouverneur de la province de Brabant.

Non seulement l'exercice, par les futurs gouverneurs, d'une fonction relevant des attributions du gouverneur ne se concilie pas avec la disposition transitoire figurant au titre IX, VI, § 1er, de la Constitution, mais surtout l'exclusion, dudit collège, des gouverneur et vice-gouverneur du Brabant - province qui continue d'exister jusqu'au 31 décembre 1994 - n'est pas admissible eu égard aux exigences du principe d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution. L'exposé des motifs du texte en projet n'apporte en tout état de cause aucune justification quant à cette différence de traitement.

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'article 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

Le texte néerlandais de l'article 4 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 5.

La question se pose de la compatibilité de l'alinéa 2 avec le principe général de l'autonomie provinciale, consacré par les articles 41 et 162 de la Constitution et, d'une manière spéciale, par l'article 170, § 3, alinéa 1er, en matière d'impôts. Aux termes de cette dernière disposition :

"Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie par la province que par une décision de son conseil".

L'alinéa 2 précise toutefois :

"La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa 1er, les exceptions dont la nécessité est démontrée".

La section de législation a eu l'occasion de relever (1) que déjà, dans son texte originel, la Constitution prévoyait :

"La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera la nécessité relativement aux impositions provinciales et communales" (article 110, alinéa 4).

(1) Voyez l'avis du Conseil d'Etat du 25 janvier 1991, Doc. parl., Chambre, sess. 1990-1991, n° 1520/1, pp. 5-6 donné à propos du projet devenu la loi du 15 mai 1991 portant confirmation de l'établissement et de la perception de centimes additionnels au précompte immobilier de la province de Brabant pour l'année 1988.

Le principe, confirmé lors de la révision du 20 juillet 1970, a été maintenu à l'occasion de la révision du 29 juillet 1980, l'article 110, § 3, alinéa 2, reprenant une disposition analogue.

Comme l'a souligné le Conseil d'Etat,

"il ressort d'un passage, fort bref mais très clair, des discussions du Congrès national, que l'alinéa 4 du texte originel de l'article 110 avait pour objet de déroger à la règle que les impositions provinciales ne peuvent être établies que par le Conseil provincial, en ce sens que la disposition autorise le pouvoir législatif à habiliter, dans des cas exceptionnels, l'autorité de tutelle à établir des impositions provinciales (1)".

La Cour d'arbitrage a considéré, dans son arrêt n° 67/92, du 12 novembre 1992, que l'article 110, § 3, alinéa 2, de la Constitution (aujourd'hui l'article 170, § 3, alinéa 2)

"permet au législateur de se substituer aux autorités provinciales lorsqu'il estime que l'intérêt général le commande, par exemple, au cas où les principes de

(1) L'avis du Conseil d'Etat du 25 janvier 1991 se réfère, à ce propos à HUYTTENS, "Discussions du Congrès national de Belgique", séance du 27 janvier 1831, tome II, p. 281, ainsi qu'à un avis du Conseil d'Etat du 24 novembre 1982, Doc. parl., Chambre, sess. 1982-1983, n° 486/1, pp. 22-23.

l'annualité et de la non-rétroactivité de l'impôt font obstacle à ce que ces autorités lèvent un impôt destiné au financement d'activités provinciales (1)".

Il n'est pas déraisonnable de considérer que la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des nouvelles institutions lors de la première année de leur création permet de justifier l'intervention du législateur. Il n'est d'ailleurs aucunement porté atteinte à l'autonomie provinciale, puisque, selon l'exposé des motifs du texte en projet, il est loisible aux nouveaux conseils provinciaux d'abroger les règlements fiscaux en vigueur ou de les remplacer.

Même si cette règle peut se déduire de l'alinéa 1er de l'article 140nonies en projet, il n'est pas inutile d'apporter cette précision dans le texte même de l'alinéa 2, afin d'éviter toute ambiguïté à cet égard.

On pourrait, dès lors, écrire à l'alinéa 2 :

"... d'après les règlements qui en déterminent l'assiette et la perception, sous réserve de leur modification ou de leur abrogation par les autorités compétentes".

(1) Dans cet arrêt relatif à la loi précitée du 15 mai 1991, la Cour s'est prononcée sur un moyen pris de la violation du principe d'égalité et, pour ce faire, elle a "examiné si le procédé utilisé par le législateur ne portait pas atteinte, par ses effets, aux principes fondamentaux de l'ordre juridique belge, invoqués par les requérants, parmi lesquels figurait le principe de l'autonomie provinciale".

Article 6.

Selon les règles de légistique formelle, le texte à modifier doit être désigné en mentionnant les modifications expresses en vigueur. Or, la modification de l'article 29 de la loi organique des élections provinciales, intervenue à la suite de la loi du 16 juillet 1993 n'entrera en vigueur qu'"à partir de la prochaine élection des conseils provinciaux".

En conséquence, il y a lieu de préciser dans le texte que ces dispositions n'entreront en vigueur qu'au moment où l'article 274 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 tendant à achever la structure fédérale de l'Etat entrera lui-même en vigueur, c'est-à-dire à partir de la prochaine élection des conseils provinciaux. A cet effet, il y a lieu d'insérer un article 10 contenant cette précision.

Le texte néerlandais de l'article 29, alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Conformément à l'usage, on écrira la phrase liminaire comme suit (voir observation sous l'article 1er du projet) :

.../...

"Art. 7. L'article 24 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par les lois des 15 mars 1977 et 16 juin 1987, est complété par le paragraphe suivant :

"§ 8 (...)." "

Le texte néerlandais du paragraphe 8, alinéa 3, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

La phrase liminaire s'écrira comme suit :

"Art. 8. L'article 38 des mêmes lois, modifié par la loi du 15 mars 1977, est complété par le paragraphe suivant :

"§ 9 (...)." "

Article 9.

Conformément à l'usage, la phrase liminaire doit s'écrire comme suit :

"Art. 9. A l'article 71, 2^o, de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, modifié par la loi du 16 juillet 1993, ... (la suite comme au projet) ...".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval wordt in de adviesaanvraag voor de toepassing van artikel 84 van de gecoördineerde wetten de volgende reden aangevoerd :

"(la scission de la province de Brabant) impose que des mesures urgentes soient prises, notamment pour permettre à l'actuel conseil provincial de prendre toutes les mesures budgétaires nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier des deux nouvelles provinces".

*

*

*

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

*

*

.../...

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Bepalend gedeelte.Artikel 1.

In de inleidende zin moeten de wijzigingen worden vermeld die reeds zijn aangebracht in de opnieuw te wijzigen tekst. Men schrijve dus :

"Artikel 1. Artikel 120, achtste lid, van de provinciewet van 30 april 1836, gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975, ...".

Artikelen 1 en 2.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de gouverneur mag verblijven op een andere plaats in de provincie dan de provinciehoofdplaats, een plaats die de Koning aanwijst na advies van de provincieraad. Volgens de gemachtigde van de Minister beoogt die bepaling sommige moeilijkheden op te lossen die zich thans voordoen met betrekking tot de effectieve naleving van het huidige artikel 126, eerste lid, van de provinciewet. Deze versoepeling vereist een wijziging van artikel 120, achtste lid, van de provinciewet, dat bepaalt waar de verblijfplaats van de provinciegriffier moet zijn gevestigd : voortaan is deze ambtenaar alleen verplicht in de provincie te verblijven.

Principieel rijst omtrent die wijzigingen geen bezwaar.

.../...

Evenwel valt op te merken dat het ontwerp niet tot doel heeft artikel 5bis van de provinciewet te wijzigen, dat bij artikel 222 van de gewone wet van 16 juli 1993 is ingevoegd in de provinciewet en dat op 1 januari 1995 in werking treedt, en waarvan het vierde lid bepaalt dat de commissaris van de federale regering, adjunct-gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, "verblijft in de hoofdplaats van de provincie".

Het is niet duidelijk waarom de bepaling betreffende de verblijfplaats van de adjunct-gouverneur niet is gewijzigd, zodat deze laatste nog steeds verplicht zou zijn te verblijven in de hoofdplaats van de provincie, in tegenstelling tot de gouverneur.

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp beoogt de Koning te machtigen om de drie commissarissen van de federale regering, gouverneurs van de twee nieuwe provincies en adjunct-gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, te benoemen zodra het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 92bis, § 4quater, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is gesloten.

Uit het ontworpen artikel 140septies, § 1, tweede lid, blijkt dat de commissaris van de federale regering, adjunct-gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, pas op 1 januari 1995 in functie treedt; hetzelfde geldt echter niet voor de gouverneurs van de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant, wier taken in het ontworpen artikel 140septies, § 2, bepaald worden tot 31 december 1994.

Deze bepaling blijkt onverenigbaar te zijn met de overgangsbepaling die voorkomt in titel IX, VI, § 1, van de Grondwet, waaruit voortvloeit dat de provincies Vlaams-Brabant en Waals-Brabant pas op 1 januari 1995 zullen bestaan.

Indien het de bedoeling van de wetgever is de Koning te machtigen om thans reeds de twee personen te benoemen die gouverneur van elk van de twee nieuwe provincies zullen worden, en om hun vóór 1 januari 1995 een aantal taken op te dragen, moet duidelijk worden bepaald dat zij de titel van respectievelijk gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant en van de provincie Waals-Brabant pas met ingang van 1 januari 1995 voeren en dat de vóór die datum uitgevoerde taken slechts in een andere hoedanigheid kunnen worden volbracht, bijvoorbeeld in de hoedanigheid van commissaris van de federale regering, een functie "sui generis", die speciaal wordt ingevoerd voor deze overgangsperiode, die eindigt op 31 december 1994.

In het licht daarvan en binnen die grenzen lijkt het niet strijdig met voornoemde grondwetsbepaling de aldus benoemde personen te belasten met de voorbereiding van en de controle op de overdracht van personeel, goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de twee nieuwe entiteiten, zoals wordt beoogd in het ontworpen artikel 140septies, § 2, 1º.

Het ontworpen artikel 140septies, § 2, 2º, daarentegen belast voornoemde commissarissen met een taak die effectief tot de bevoegdheid van de gouverneur behoort, te weten de taak om zitting te hebben in het College van provinciegouverneurs genoemd in artikel 131bis van de

provinciewet, in de plaats van de gouverneur en de vice-gouverneur van de provincie Brabant.

Niet alleen is de uitoefening, door de toekomstige gouverneurs, van een functie die tot de bevoegdheid van de gouverneur behoort, niet verenigbaar met de overgangsbepaling die voorkomt in titel IX, VI, § 1, van de Grondwet, doch bovendien is de bepaling naar luid waarvan de gouverneur en de vice-gouverneur van Brabant - een provincie die tot 31 december 1994 blijft bestaan - geen zitting hebben in voornoemd college, onaanvaardbaar in het licht van het gelijkheidsbeginsel vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De memorie van toelichting bij de ontworpen tekst geeft hoe dan ook geen enkele rechtvaardiging voor deze verschillende behandeling.

Met betrekking tot de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 140septies behoren de volgende opmerkingen betreffende de vorm te worden gemaakt :

- in paragraaf 1, eerste lid, en in paragraaf 2, 1º, vermeldde men eerst Vlaams-Brabant, en vervolgens Waals-Brabant; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp;

- aan het eind van paragraaf 1, tweede lid, schrijve men :
"... die in functie treedt op 1 januari 1995".

Artikel 4.

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 140octies vervange men het werkwoord "stemmen" door "goedkeuren".

Het zou beter zijn aan het eind van paragraaf 2 te schrijven : "... beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige leden".

Artikel 5.

De vraag rijst of het tweede lid bestaanbaar is met het algemeen beginsel van het provinciaal zelfbestuur, dat wordt gehuldigd in de artikelen 41 en 162 van de Grondwet en, op een bijzondere wijze, in artikel 170, § 3, eerste lid, ter zake van belastingen. De bepaling luidt als volgt :

"Geen last of belasting kan door de provincie worden ingevoerd dan door een beslissing van haar raad".

In het tweede lid wordt evenwel gesteld :

"De wet bepaalt ten aanzien van de in het eerste lid bedoelde belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid blijkt".

De afdeling wetgeving heeft er vroeger op gewezen (1) dat in de oorspronkelijke versie van de Grondwet reeds het volgende werd bepaald :

"De wet bepaalt, ten aanzien van de provinciale en de gemeentelijke belastingen, de uitzonderingen waarvan de noodzakelijkheid uit de ondervinding zal blijken" (artikel 110, vierde lid).

Het beginsel, dat bevestigd was bij de herziening van 20 juli 1970, is behouden bij de herziening van 29 juli 1980, toen in artikel 110, § 3, tweede lid, een soortgelijke bepaling werd opgenomen.

De Raad van State heeft op het volgende gewezen :

"uit een vrij korte maar zeer duidelijke passus in de besprekingen van het Nationaal Congres blijkt dat het vierde lid van de oorspronkelijke tekst van artikel 110 tot doel had af te wijken van de regel dat de provinciale belastingen alleen door de provincieraad kunnen worden ingevoerd : de bepaling staat de nationale wetgever toe, in uitzonderlijke gevallen, de toezichthoudende overheid te machtigen tot het invoeren van provinciale belastingen (2)".

(1) Zie advies van de Raad van State van 25 januari 1991, Gedr. St. Kamer, zitt. 1990-1991, nr. 1520/1, blz. 5-6, uitgebracht over het ontwerp dat de wet van 15 mei 1991 is geworden betreffende het bevestigen van de heffing en de inning van de opcentiemen op de onroerende voorheffing van de provincie Brabant voor 1988.

(2) In het advies van de Raad van State van 25 januari 1991 wordt in dat verband verwezen naar HUYTTENS, "Discussions du Congrès national de Belgique", séance du 27 janvier 1831, Deel II, blz. 281, alsmede naar een advies van de Raad van State van 24 november 1982, Gedr. St. Kamer, zitt. 1982-1983, nr. 486/1, blz. 22-23.

Het Arbitragehof heeft in zijn arrest nr. 67/92 van 12 november 1992 geoordeeld dat artikel 110, § 3, tweede lid, van de Grondwet (thans artikel 170, § 3, tweede lid)

"het (...) de wetgever toe (staat) in de plaats van de provinciale overheden op te treden wanneer hij van oordeel is dat het algemeen belang het vereist, bijvoorbeeld wanneer de principes van annaliteit of van niet-terugwerking van de belasting zich ertegen verzetten dat die overheden een belasting heffen die bestemd is voor de financiering van de provinciale activiteiten (1)".

Het is niet onredelijk ervan uit te gaan dat de noodzaak om te zorgen voor de goede werking van de nieuwe instellingen tijdens het eerste jaar na de oprichting ervan, het optreden van de wetgever kan rechtvaardigen. Er wordt trouwens geenszins afbreuk gedaan aan de provinciale autonomie, aangezien het de nieuwe provincieraden, volgens de memorie van toelichting van de ontworpen tekst, vrij staat de geldende fiscale reglementen op te heffen of ze te vervangen.

Zelfs indien die regel kan worden afgeleid uit het eerste lid van het ontworpen artikel 140nonies, is het niet overbodig die verduidelijking aan te brengen in de tekst zelf van het tweede lid, om in dat opzicht elke dubbelzinnigheid te voorkomen.

(1) In dat arrest betreffende de voormelde wet van 15 mei 1991, heeft het Hof zich uitgesproken over een middel ontleend aan de schending van het gelijkheidsbeginsel en daartoe heeft het Hof "nagegaan of het door de wetgever aangewende procédé wegens zijn gevolgen geen afbreuk doet aan de grondbeginselen van de Belgische rechtsorde die door verzoekers zijn aangevoerd, waaronder het beginsel van het provinciale zelfbestuur voorkwam".

Het tweede lid, in fine, zou derhalve als volgt kunnen worden gesteld :

"... volgens de reglementen die de grondslag en de inning ervan vaststellen, onder voorbehoud van wijziging of opheffing ervan door de bevoegde overheden".

Artikel 6.

Volgens de regels van de wetgevingstechniek moet naar de te wijzigen tekst worden verwezen onder vermelding van de uitdrukkelijke wijzigingen die nog van kracht zijn. Nu zal de wijziging van artikel 29 van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, die is aangebracht bij de wet van 16 juli 1993, eerst in werking treden "vanaf de eerstvolgende verkiezing van de provincieraden".

Bijgevolg dient in de tekst te worden vermeld dat die wijzigingen eerst van kracht worden op het ogenblik dat artikel 274 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur zelf in werking zal treden, te weten met ingang van de volgende verkiezing van de provincieraden. Daartoe dient een artikel 10 te worden ingevoegd waarin die verduidelijking is opgenomen.

In het nieuw ontworpen lid schrijve men in fine : "oudste van hen, op de eerste vrijdag na de dag van de verkiezing, om 14 uur".

Artikel 7.

Zoals gebruikelijk is dient de inleidende zin als volgt te worden geredigeerd (zie opmerking onder artikel 1 van het ontwerp) :

"Art. 7. Artikel 24 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, gewijzigd bij de wetten van 15 maart 1977 en 16 juni 1987, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

"§ 8 (...)"

Het derde lid van de ontworpen paragraaf 8 zou correcter zijn in de volgende lezing :

"In afwijking van paragraaf 6 komen het lokaal, de meubelen, de kantoorhulpmiddelen en -benodigdheden, de verwarming, de verlichting en de bezoldiging van een ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Een zelfde opmerking geldt voor artikel 8, de ontworpen paragraaf 9, derde lid.

Artikel 8.

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 8. Artikel 38 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1977, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

.../...

"§ 9 (...)"

Artikel 9.

Zoals gebruikelijk is dient de inleidende zin als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 9. In artikel 71, 2°, van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. I. KOVALOVSKY, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. I. KOVALOVSKY, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.